

MIGRATIONS

Cahiers de doléances pour l'accueil

D EPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2018, PRÈS DE 1 600 ASSOCIATIONS LOCALES ET NATIONALES ONT PARTICIPÉ À DES CONCERTATIONS dans 106 assemblées organisées dans toute la France, dans le cadre des États généraux des migrations.

Il en ressort la publication de deux cahiers regroupant les doléances des bénévoles, responsables et exilés eux-mêmes, le 26 mars. Le premier liste les constats des violations de droits et des lacunes de l'accueil. Dans l'Aveyron, on avance que « les CHRS subissent des pressions pour "trier les bons des mauvais migrants" et dénoncer les sans-papiers ». « Lorsqu'une personne fournit un document d'état civil à la préfecture, celle-ci l'envoie à une cellule nationale d'authentification, qui travaille très lentement. Certaines personnes attendent jusqu'à deux ans pour avoir une réponse et, pendant ce temps, ne se voient délivrer aucun récépissé et n'ont donc pas accès à un travail, à des droits sociaux », relaie-t-on en Côte-d'Or.

Le second cahier propose des alternatives pour un accueil digne. Les axes de travail – « mieux prendre en compte les dimensions sociales et de santé », « favoriser les activités socioculturelles », « améliorer l'accueil et faciliter les démarches administratives » ou encore « prôner une politique locale d'accueil » – sont étayés de préconisations précises. Par exemple, les participants s'accordent sur la défense d'un droit inconditionnel à l'hébergement, mais recommandent de « privilégier les petites structures pour favoriser les échanges » sur le modèle d'un « micro-accueil diffus » pour « éviter la concentration et les difficultés qu'elle peut engendrer ». Les avis divergents ont aussi leur place. Ainsi, certains considèrent que l'ASE tend à « négliger » les mineurs non accompagnés et souhaitent une « gestion de la plateforme d'accueil des mineurs par des structures ou professionnels indépendants », là où d'autres veulent des moyens renforcés pour un « accueil à l'ASE 24 heures/24 et la mise en place d'un réseau de familles d'accueil encadrées et suivies ».

En toile de fond de ces cahiers apparaît l'immense travail des associations et citoyens solidaires qui suppléent aux obligations de l'État. Les cahiers s'apparentent donc à un relais d'initiatives, comme celles du collectif L'école Nomade, dans la Manche, organisant du soutien scolaire et des activités culturelles dans les squats. Ces deux cahiers font dès lors office d'un appel citoyen en vue des élections européennes en mai prochain. ● MAÏA COURTOIS (PIXEL6TM)